

Il estime que «les lignes rouges ont été dépassées» par le Cnapeste

Le ministre du Travail dit stop à la grève

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4400 - Mardi 13 février 2018 - Prix : 10 DA

Tizi-Ouzou

Des postulants au logement social manifestent à Oued Aissi

Page 24

Afin de réduire la fracture numérique et réaliser les OMD

Houda Faraoun appelle à accélérer le déploiement des TIC

Page 3

Le talon d'Achille d'Israël

Par Mohamed Habili

Depuis maintenant sept ans que la guerre dure en Syrie, Israël a mené des dizaines de raids aériens dans ce pays, sous un prétexte ou sous un autre, et parfois sans ressentir le besoin de s'en expliquer. Il n'a pas attendu pour cela que la menace iranienne se précise chez sa voisine du nord. Et puis l'inquiétude a commencé à s'emparer de lui, en particulier après l'intervention directe russe à partir de 2015, sans laquelle il était clair que le régime syrien allait tomber, suivie de la mise en place d'un système de défense anti-aérien qu'il a cru conçu pour mettre fin à l'incursion de ses avions dans le ciel syrien. On ne compte pas le nombre de fois où Benjamin Netanyahu s'est rendu à Moscou pour obtenir l'assurance que telle n'est pas l'intention des Russes, qui après tout ne comptent pas au nombre des ennemis de son pays. Il faut croire que ses visites répétées n'ont pas été vaines, puisque ce genre d'attaques, bien que se raréfiant, n'a néanmoins pas cessé. Seulement, lorsqu'à l'occasion, on apprenait, l'armée israélienne n'étant pas portée à communiquer à leur sujet, que l'une ou l'autre s'était produite, la première question que les observateurs se posaient à son sujet ne concernait ni ses objectifs ni ses résultats, mais la forme qu'elle avait prise. Les tirs avaient-ils été effectués à l'intérieur de l'espace aérien syrien ou du dehors, depuis un autre espace aérien, libanais ou autre ? Pendant des mois, il n'avait pas été simple de tirer cela au clair à chaque fois.

Suite en page 3

Escorté et encadré par la police

Rassemblement des médecins résidents dans le calme



Les médecins résidents, au quatrième mois de leur grève, étaient très nombreux, hier, à observer un rassemblement à la Grande-Poste, Alger, encadré par un dispositif sécuritaire impressionnant. Hormis quelques incidents, tout s'est déroulé dans le calme, sans heurts ni affrontement. Lire page 2

28 terroristes tués, 126 autres arrêtés dans un premier bilan

La grande riposte antiterroriste de l'Egypte

Page 3

Monument

La restauration de la statue de Ain El Fouara achevée dans 3 ou 4 semaines

Page 13

Escorté et encadré par la police

Rassemblement des médecins résidents dans le calme

■ Les médecins résidents, au quatrième mois de leur grève, étaient très nombreux, hier, à observer un rassemblement à la Grande-Poste, Alger, encadré par un dispositif sécuritaire impressionnant. Hormis quelques incidents, tout s'est déroulé dans le calme, sans heurts ni affrontement.

Par Louiza Ait Ramdane

Les médecins résidents ont réussi hier à sortir du CHU Mustapha-Pacha pour organiser un vaste mouvement de protestation à la Grande Poste où ils étaient très nombreux à tenir un rassemblement. D'autres groupes de médecins résidents ont improvisé des rassemblements similaires, le premier à quelques dizaines de mètres de l'Assemblée populaire nationale et le deuxième au niveau du CHU Mustapha-Pacha. Dans la matinée, les policiers ont tenté d'empêcher les médecins de se rassembler. Des policiers anti-émeutes et des agents en civil étaient présents en grand nombre pour les empêcher de tenir leur rassemblement.

Des dizaines de manifestants ont été embarqués dans les bus de l'Etusa. Les policiers ont procédé au contrôle et à la fouille des passants et filtré le passage à la place de la Grande Poste. Mais aux environs de 11h, ils ont laissé les résidents exprimer leur mécontentement et leur colère, toujours en présence des forces de l'ordre qui ont encerclé les manifestants. Venus de tout le territoire national, les médecins résidents ont exprimé leur mécontentement et leur colère à



PH. E. Sorayou, A.

travers des slogans tels que : «Y' en marre, el hogra y en marre, SOS, SOS, résidents en détresse». Ils dénoncent aussi la sourde oreille des deux départements concernés par leurs revendications, celui de la Santé et de l'Enseignement supérieur.

Les grévistes rencontrés à la Grande Poste souhaitent que les responsables prennent les mesures qui s'imposent afin d'éviter le pourrissement, une

situation qui pénalisera les malades en cas de paralysie des services hospitaliers.

Selon eux, aucun signe n'est encore venu de la part de la tutelle et la grève sera maintenue. «Malgré la sourde oreille de la tutelle, nous continuerons à lutter pour notre dignité et pour un meilleur système de santé dans notre pays», explique un représentant des médecins résidents. Ce rassemblement inter-

vient en parallèle au dialogue prôné par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avec les représentants des médecins résidents.

A noter que ce débrayage enclenché par quelque 15 000 médecins résidents de différentes spécialités a provoqué une grande perturbation dans plusieurs établissements hospitaliers, allant jusqu'à la paralysie dans certaines spécialités, à l'instar de la chirurgie, où des interventions chirurgicales ont été reportées et parfois annulées.

Les revendications des médecins résidents portent essentiellement sur l'abrogation du caractère obligatoire du service civil et son remplacement par un autre système de couverture sanitaire pour l'intérêt du patient et l'épanouissement socioprofessionnel du médecin spécialiste, le droit à la dispense du service militaire, le droit à une formation de qualité pour le médecin résident, la révision du statut général du résident, le droit aux œuvres sociales, ainsi que le droit à l'agrément d'installation à titre privé de spécialistes en biologie clinique.

L. A. R.

Il estime que «les lignes rouges ont été dépassées» par le Cnapeste

Le ministre du Travail dit stop à la grève

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a souligné après sa réunion avec le Cnapeste que «la séance d'aujourd'hui n'est pas pour discuter des revendications du Cnapeste, ni de sa légitimité. Nous leur avons juste demandé d'arrêter la grève car les lignes rouges sont dépassées».

En effet, lors de cette réunion avec les représentants du Cnapeste, le ministre du Travail a appelé les enseignants grévistes à mettre fin à leur mouvement et à faire prévaloir le dialogue «pour l'intérêt des élèves et du pays». Il affirme que «nous leur avons juste demandé d'arrêter la grève car les lignes rouges sont dépassées». Poursuivant sa déclaration, Mourad Zemali ajoute : «je lance un appel au Cnapeste de faire attention, il y a un risque de dérapage, sa responsabilité est engagée devant le peuple et devant l'histoire». Et de souligner encore que «aujourd'hui, il n'est pas opportun de parler de revendications, ni des mesures à prendre, le but de la rencontre est de chercher l'apaisement. Je crois en la bonne foi des respon-

sables du Cnapeste. C'est possible qu'il y ait un malentendu entre les responsables de la tutelle et le syndicat». «Il n'existe pas dans le code du travail quelque chose qui s'appelle "grève illimitée" et le Cnapeste doit appeler à la reprise du travail», insiste le ministre. Il explique encore une fois que «cette situation qui va au-delà des lignes rouges est devenue incontrôlable par ces parties», appelant au «respect des décisions de justice». Après avoir affirmé que la Constitution algérienne «garantit à l'enfant le droit à l'éducation», Zemali a rappelé que la loi algérienne «a mis en place plusieurs mécanismes de dialogue et de concertation», soulignant que son département ministériel est chargé de «veiller à l'application de la loi et d'accompagner ces syndicats, les travailleurs et les partenaires sociaux, afin de leur permettre de s'enquérir et de se conformer aux textes de loi». Pour sa part, le Cnapeste, par la voix de son coordinateur national, Salim Oulha, a expliqué que «l'arrêt de la grève relève des compétences du conseil national. Nous avons demandé la médiation du

ministre pour favoriser un vrai dialogue avec la tutelle. En attendant nous maintenons notre grève». «Le respect des lois de la République doit être la préoccupation de tous, et les mesures coercitives prises par l'administration ont eu un effet aggravant sur la situation», observe encore Salim Oulha pour qui «la solution est dans l'application des accords conclus». Le même discours a été tenu par l'association nationale des parents d'élèves ANPE qui a appelé à Alger le conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste), à se conformer à la décision de justice et à arrêter la grève pour préserver l'intérêt de l'élève et son droit constitutionnel à la scolarité. En effet, le président de l'ANPE, Khaled Ahmed, a appelé les enseignants grévistes à l'arrêt immédiat de leur mouvement de protestation conformément à la décision de justice qui a déclaré la grève «illégal» et instruit les enseignants de regagner leurs postes de travail, en vue de préserver le droit de l'élève à la scolarité. Le président de l'ANPE a souligné que la grève à

laquelle a appelé le Cnapeste doit être traitée avec «civilité» en tenant compte de la situation économique du pays. Il s'est interrogé sur le sort des élèves, notamment ceux des classes d'examen (Bac et BEM), ajoutant que cette grève s'appuie sur «des motivations politiques». «La grève ouverte n'existe pas légalement», a-t-il fait affirmer, précisant qu'il «existe des voies et des méthodes limitées dans le temps et dans l'espace pour formuler des revendications sans porter atteinte au maillon faible de la chaîne, qui est l'élève». Le président de l'ANPE a souligné l'importance d'assurer la stabilité du secteur de l'éducation, d'autant que la scolarité est un droit garanti par la Constitution, pour «protéger les générations futures» de toute perturbation. Selon l'association, le phénomène de la violence, du doublement et de déperdition scolaire sont les résultats des perturbations récurrentes qui marquent le secteur depuis des années, et ce, en dépit des efforts déployés par l'Etat.

Thininene
Khouchi

Le bras de fer entre le Cnapeste et la ministre continue à Béjaïa
Les enseignants en force devant la direction de l'éducation

LES ENSEIGNANTS affiliés au Cnapeste se sont rassemblés, hier, devant le siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa, suite à l'appel des bureaux national et de wilaya du syndicat pour des sit-in synchronisés. Cette action, qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes pour ne pas dire plusieurs milliers, a été observée au moment où les membres du bureau national du Cnapeste se réunissaient avec le ministre du Travail à qui il a été demandé une médiation avec la ministre de l'Éducation afin de sortir de l'impasse. Il est utile de rappeler qu'après plusieurs semaines de grève une rencontre a eu lieu le 5 janvier entre les deux parties. Elle s'est achevée sans résultats, les deux parties campant sur leurs positions. Depuis, le dialogue est rompu avec les menaces de la tutelle de radier les grévistes. Hier, le coordinateur du Cnapeste a exigé «le respect des procès-verbaux cosignés avec les représentants du ministère de l'Éducation nationale à l'échelle nationale et de la wilaya», comme il a revendiqué «une négociation sérieuse entre le bureau national et les responsables du ministère de l'Éducation nationale autour des revendications contenues dans le communiqué du conseil national du 20/01/2018 et le préavis de grève nationale déposé le 21/01/2018». Il réclame, en outre, «l'annulation des ponctions sur salaires» qu'il qualifie, dans le document, d'«arbitraires et d'anarchiques». Le coordinateur du Cnapeste estime que «la mobilisation des enseignantes et enseignants ce jour est un démenti formel à ceux qui doutent de notre force», affichant «la détermination du syndicat à rester solide et ne pas céder aux pressions exercées de toute part jusqu'à l'aboutissement des revendications». Il a réitéré son appel «à un dialogue sérieux, sincère, sans conditions, qui pourrait aboutir aux solutions escomptées».

Hocine Cherfa

28 terroristes tués, 126 autres arrêtés dans un premier bilan

La grande riposte antiterroriste de l'Egypte

■ «Sinai 2018», une vaste opération antiterroriste lancée vendredi dernier dans le cadre de la lutte antiterroriste dans le désert du Sinai, en Egypte, a permis de neutraliser une centaine de terroristes, dont 28 ont été tués, rapporte l'armée égyptienne, a indiqué un communiqué-bilan des forces armées égyptiennes, rendu public hier.

Par Lynda Naili

En trois jours d'opération dans le nord et le centre de la péninsule du Sinai, dans un premier bilan de cette manœuvre à haute connotation politique, qui intervient à un mois et demi de l'élection présidentielle, l'armée égyptienne a annoncé hier l'élimination de vingt-huit terroristes et l'arrestation de 126 autres dans le nord et le centre de la péninsule égyptienne du Sinai (nord-est). Faisant suite à «de vastes opérations de ratissage et de raids sur tous les axes, villes et villages du nord et du centre de cette région», l'opération a abouti à «l'élimination de douze éléments takfiristes armés lors d'un échange de tirs avec les forces armées qui menaient un raid», a indiqué dans un communiqué le porte-parole de l'armée Tamer el-Refai. Ainsi, ce bilan vient s'ajouter aux 16 morts annoncés la veille. Au total, 126 terroristes ont également été arrêtés et un nombre identique de leurs «repaires» détruits, selon les deux communiqués transmis jusque-là par l'armée égyptienne, qui souligne à ce sujet que «plusieurs véhicules et entrepôts ont par ailleurs été visés». La découverte et la destruction d'un laboratoire d'engins explosifs, d'un centre d'information et de communication ainsi que des champs de pavots et de cannabis ont été aussi révélées, selon le communiqué de l'armée égyptienne diffusé hier.

Cette campagne militaire ayant mobilisé en force l'aviation



P.V.D. R.

et la marine égyptiennes dont le but étant essentiellement de rétablir le contrôle des frontières terrestres et maritimes du pays, notamment dans et autour du Sinai, mais aussi dans le désert occidental frontalier avec la Libye, l'opération «Sinai 2018» qui doit encore se prolonger, reste pour de nombreux observateurs et spécialistes du Moyen-Orient une opération politique pointant à regagner les faveurs de l'opinion publique à

l'approche de l'élection présidentielle. Fin novembre, après l'attaque contre une mosquée dans le nord de la péninsule qui avait fait plus de 300 morts, le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, candidat à l'élection du 26 mars, avait donné trois mois à son chef d'état-major et son ministre de l'Intérieur pour rétablir la sécurité et la stabilité au Sinai. Une injonction formelle d'autant plus où cet attentat, non revendiqué à ce jour, demeure le

plus meurtrier de l'histoire récente de l'Egypte.

Pour rappel, depuis plus de trois ans l'Egypte mène une opération antiterroriste dans le Nord-Sinai qui est particulièrement théâtrale d'un conflit entre la branche extrémiste locale qui a fait allégeance à l'Etat islamique et les forces de sécurité. Un conflit qui a déjà fait plus de deux mille morts de part et d'autre.

L. N.

Afin de réduire la fracture numérique et réaliser les OMD

Houda Faraoun appelle à accélérer le déploiement des TIC

Afin de réduire considérablement la fracture numérique et par ricochet, atteindre les objectifs du développement durable, Houda Faraoun, ministre de la Poste et des TIC, a souligné, hier à Alger la nécessité d'accélérer davantage le déploiement et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La réponse aux aspirations des peuples de la région dans l'utilisation des outils offerts par les technologies de l'information et de la communication constituent des défis qu'il y a lieu d'inscrire dans les stratégies des pays de la région pour la réalisation des OMD, a indiqué M^{me} Faraoun dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Fouad Belkacem, lors du forum régional de développement pour les Etats arabes. Elle a souligné, dans ce sens, l'impératif d'adopter une «vision straté-

gique commune» en matière de nouvelles technologies qui connaissent un développement rapide, à l'instar de l'internet très haut débit fixe et de l'internet mobile de 5^e génération. «Nous sommes appelés à concrétiser les engagements adoptés en vertu de la déclaration de Buenos Aires, notamment sur les points relatifs à l'encouragement de l'innovation en matière de communication dans les zones reculées, l'échange d'expériences et de coopération internationale dans le but d'améliorer la communication au profit des pays les moins développés et la protection des données personnelles, la garantie de la fiabilité et de la sécurité des réseaux et des services dans le domaine des TIC», a-t-elle rappelé. Dans ce cadre, M^{me} Faraoun a indiqué que les perspectives auxquelles aspire l'Algérie dans le cadre de la programmation du président de la

République en matière de déploiement des TIC à travers le territoire national, accordent une importance particulière à la ressource humaine, assurant que l'Algérie a inscrit, dans sa stratégie nationale, le développement des technologies de l'information et de la communication comme «un axe prioritaire basé sur la mise en place d'infrastructures de télécommunications au service du citoyen». Elle a cité, dans ce cadre, les projets de réalisation de deux câbles en fibre optique maritimes qui permettront de sécuriser et garantir un haut débit d'internet à l'ensemble du territoire national, le projet transsaharien en fibre optique et les lancements de satellites renforcées récemment par celui de télécommunications Alcomsat-1, ce qui contribuera certainement à promouvoir le développement économique et l'amélioration du niveau de vie

de la population dans les zones reculées, notamment dans les pays voisins. Les travaux du forum régional de développement pour les Etats arabes sur le thème «Les TIC au service des objectifs de développement durable», organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), a pour principal objectif l'évaluation des orientations stratégiques pour le programme opérationnel régional pour la période 2018-2021. Ces cinq initiatives sont l'environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence, l'inclusion financière numérique, internet des objets, villes intelligentes (Smart-Cities) et méga données (Big Data), innovation et entrepreneuriat.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

Le talon d'Achille d'Israël

Suite de la page une

Dans l'ensemble, tout ce que l'on pouvait dire, c'était qu'il s'agissait plus souvent d'attaques menées depuis l'extérieur. Preuve que les Israéliens ne prenaient pas pour argent comptant les assurances données par les Russes, à savoir que leur système de défense antiaérien ne protégeant que leurs propres forces stationnées en Syrie, ne s'en prendrait jamais à leurs avions, de même qu'il ne réagissait pas à des attaques dues à la coalition internationale, comme on le sait pas toujours dirigées contre les positions de Daech. Ils en auraient été convaincus à cent pour cent, le plus probable est que leurs avions auraient continué de faire ce à quoi ils étaient habitués : bombarder au plus près de leurs cibles, c'est-à-dire dans l'espace aérien syrien. Ce n'est pas maintenant que pour la première fois un de leurs F-16, supposés tout à fait hors de portée des missiles syriens, a été abattu que leurs avions vont sillonner plus encore le ciel syrien. Depuis ce premier revers, les Israéliens ont tenu un double langage, l'un très audible et l'autre en sourdine. Le premier destiné à la consommation intérieure, où ils se disent déterminés à poursuivre la destruction des positions iraniennes à mesure de leur apparition en Syrie, et le second en direction de l'ennemi en général, où ils nient chercher l'escalade avec lui. C'est surtout particulièrement aux Russes qu'ils ont demandé de relayer ce dernier, sachant qu'eux-mêmes ne seraient pas crus. En fait, tant qu'ils n'auraient pas acquis la conviction que ce premier avion abattu serait aussi le dernier, ils ne mèneraient aucune attaque sans s'être assurés préalablement, directement auprès des Russes, ou par le détour des Américains, que leurs avions ne seraient pas en danger. La leçon a été retenue, en dépit des apparences. C'est qu'Israël a un talon d'Achille, auquel sa puissance écrasante par rapport à celles de la Syrie et de l'Iran réunies, ne parvient pas à remédier. Le voici : dans une guerre, y compris dans une guerre qui se prolonge, son armée n'a droit qu'à peu de morts renvoyés à l'arrière dans des cercueils pour être pleurés et enterrés par les familles. Non seulement, il est vital pour elle de remporter cette guerre, toute guerre d'ailleurs, mais il lui faut obtenir la victoire au plus faible coût humain possible. N'ayant jamais perdu une guerre, ni même une bataille, Israël ne sait pas encore s'il est en mesure de lui survivre.

M. H.

Sous un manteau de neige

Tikjda décline sa splendeur

■ La station climatique de Tikjda (Est de Bouira), perchée à 1 478 mètres d'altitude, a retrouvé sa splendeur hivernale grâce aux importantes quantités de neige enregistrées ces dernières 24 heures sur ses hauteurs, drainant depuis samedi des dizaines de visiteurs malgré les difficultés d'accès en raison de la chaussée glissante.

Par Hania G.

Après plusieurs semaines d'attente, les hauteurs de ce merveilleux site touristique étaient toutes revêtues d'un manteau blanc, offrant aux différents coins une beauté féérique. D'ailleurs, dès les premières heures de dimanche et de lundi, des dizaines de visiteurs, dont des familles, affluent à Tikjda en provenance de Bouira et d'autres wilayas limitrophes à l'image de Béjaïa, Boumerdès et Alger, a-t-on constaté. Malgré la chaussée glissante, plusieurs automobilistes ont pu rejoindre le Centre national de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT), où se promenaient quelques familles venues la matinée profiter des beaux paysages que leur offre dame nature en cette période d'hiver. Sur la route nationale n° 33 menant vers la station, d'autres visiteurs, notamment des familles accompagnées de leurs petits enfants, se prenaient en photo pour immortaliser ces moments d'évasion, tandis que d'autres s'amusaient en jouant avec la neige. «Je suis venu avec ma petite famille pour nous promener dans la neige à Tikjda, c'est magnifique. Cette année la neige a trop tardé, parce que sans la neige le site manque de splendeur», a avoué Djamel, un habitant de la ville de Bouira. Certains amoureux de la nature et du tourisme de montagne ont défié le risque de la chaussée glissante dans certains endroits pour se promener jusqu'à Tighzert, où la splendeur du site est indescriptible. Par ailleurs, des groupes de jeunes touristes se sont portés volontaires à cette occasion pour aider quelques automobilistes à franchir des



sections routières glissantes et dangereuses, le tout dans un climat de solidarité et de joie. «Nous sommes ici pour donner un coup de main aux automobilistes pour qu'ils puissent passer, car la chaussée est vraiment glissante», a confié à l'APS un des jeunes participant à cette action d'entraide.

Le CNSLT offre toutes les commodités

La route menant vers le CNSLT a été rouverte depuis la matinée par des chasse-neige pour permettre aux automobilistes et aux visiteurs de se rendre à cet établissement, où toutes les commodités nécessaires existent afin de garantir un agréable séjour aux hôtes de Tikjda. «Nous sommes mobilisés et prêts à accueillir tous nos visiteurs dans de bonnes conditions

en cette période de neige qui connaît une importante affluence de familles en quête de détente», a expliqué Khaled Djoudal, responsable au centre. Le centre dispose d'une capacité d'accueil de plus de 300 lits et de deux grands restaurants, de trois cafétérias ainsi que d'espaces de jeux et de détente. «Nous accueillons depuis samedi des familles qui passent la nuit ici au centre dans l'objectif de découvrir la beauté du site et se reposer en profitant de la neige», a ajouté M. Djoudal.

L'établissement est doté également de tous les moyens matériels pour désenclaver le site en cas de chutes de neige durant la période hivernale. «Nous disposons de nos propres moyens matériels, dont des chasse-neige pour rouvrir la route afin de permettre l'approvisionnement régulier du CNSLT en différents pro-

duits», a-t-il relevé. A l'intérieur de ce complexe touristique et sportif, quelques familles visitaient l'enceinte du centre malgré le froid glacial qui règne sur place.

D'autres visiteurs, dont des étrangers, découvrent pour la première fois la sublime station de Tikjda. «Je suis Syrien, je suis venu ici à Tikjda avec ma femme et ma petite fille pour sortir de la routine du travail et du stress professionnel. Je travaille à Alger et je suis très heureux de découvrir pour la première fois la magnifique Tikjda», a avoué Moundir, âgé d'une soixantaine d'années. «Le nombre de visiteurs affluant sur les lieux ne cesse de s'accroître jour après jour. Nous nous attendons à une grande affluence durant le week-end prochain», a estimé le responsable.

H. G./APS

Développement à Ghardaïa

Levée du gel sur une trentaine d'opérations

Pas moins de 28 opérations de développement antérieurement gelées viennent d'être relancées à travers les treize communes de la wilaya de Ghardaïa, a indiqué hier le secrétaire général de la wilaya. Ces opérations concernent des projets relevant des secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la santé et des ressources en eau, a précisé à l'APS le secrétaire général de la wilaya, Boualem Amrani. Le dégel de ces opérations intervient à la suite d'une argumentation élaborée par les autorités de la wilaya de Ghardaïa sur l'importance et la spécificité de ces projets ainsi que leur impact positif sur la population, conformément aux instructions du Premier ministre, a-t-il souligné. Les projets concernés, qui avaient été gelés pour des raisons financières, sont l'étude et le suivi pour la réalisation d'une bibliothèque cen-

trale, d'un rectorat, de 2 000 places pédagogiques ainsi que 1 000 lits pour le secteur de l'enseignement supérieur, la réalisation et l'équipement de deux lycées et de 1 000 places avec installation sportive à Zelfana et El-Atteuf, un lycée de 800 places à Berriane, la réalisation et l'équipement de trois collèges d'enseignement moyen avec demipension à Guerrara, Berriane et El-Atteuf, a détaillé M. Amrani. La levée du gel a également touché huit groupes scolaires à El-Atteuf, Oued-N'Chou (Ghardaïa), Zelfana, Guerrara, Chaâbet El Hamra (Daya Ben Dahoua), Hassi El-Gara (El-Mene), Bounoura et Berriane, ainsi que la réalisation et l'équipement de deux postes transformateurs au profit du cycle secondaire, l'aménagement et la réhabilitation des établissements scolaires du cycle moyen (y compris chauffage et climatisation), a-t-il fait

savoir. Les études de réalisation et le choix des assiettes foncières devant accueillir ces projets ont déjà été effectués, ce qui va permettre de lancer leurs chantiers dans les plus brefs délais, a ajouté le responsable. Selon le secrétaire général de la wilaya, la levée du gel concerne aussi le secteur de la santé, notamment la réalisation et l'équipement d'une polyclinique à Guerrara, l'étude, réalisation et équipement de trois polycliniques à Oued N'Chou, El-Atteuf (zone des sciences) et Métlili El-Djadida. Le dégel de ces projets de santé revêt une grande importance et permet une couverture sanitaire pour les habitants des nouveaux pôles urbains créés dans la wilaya à la faveur d'un programme de développement socio-économique visant à réduire et juguler la crise du logement dans les agglomérations de la wilaya, a-t-il expliqué. S'agissant des projets du

secteur des ressources en eau qui ont bénéficié de la levée du gel, ils concernent le raccordement de la zone des sciences qui empiète sur les deux communes de Bounoura et El-Atteuf au collecteur des eaux usées, le lancement des études de réalisation des stations de traitement des eaux usées dans les communes de Zelfana, Seb Seb, Mansoura et Hassi-Lefhal ainsi qu'une station de traitement des eaux usées de la zone urbaine de Bouhraoua dans la commune de Ghardaïa. Il est prévu également la réhabilitation de la digue de Touzouz, située sur le lit de l'oued M'Zzb en amont, selon la même source. Un investissement de plus de 3 milliards DA a été mobilisé pour concrétiser ces projets à forte valeur ajoutée pour l'amélioration des conditions de vie de la population de la wilaya.

Safy T.

Connexion, appels illimités et contenu riche

Avec Sahla box de Ooredoo, partagez une expérience unique du haut débit mobile avec toute la famille

OOREDOO continue d'apporter les solutions technologiques les plus innovantes à ses clients particuliers, et lance Sahla box, sa nouvelle offre 4G dédiée à la famille, proposant une expérience unique et inégalée de connectivité à haut débit.

Pour 6 990 DA seulement, le client bénéficie d'une Box 4G, d'une carte SIM, de plus de 20 Go d'Internet et de 1 000 DA d'appels vers Ooredoo valables 30 jours.

Avec l'offre inédite Sahla box, le client peut choisir l'un des deux forfaits mensuels proposés :

Sahla box 2000 : pour 2 000 DA seulement le client peut bénéficier de 5 Go d'Internet, de 2 000 DA d'appels vers Ooredoo et d'une connexion Internet GRATUITE même après épuisement du forfait.

Sahla box 4000 : pour 4 000 DA seulement, le client peut bénéficier de 12 Go d'Internet, d'appels illimités vers

Ooredoo et d'une connexion Internet GRATUITE même après épuisement du forfait.

Toujours dans sa quête d'innovation, Ooredoo donne la possibilité aux clients Sahla box de partager les avantages de l'offre en appels et Internet et de vivre l'expérience de la Box en famille via son application Sahla box APP disponible sur «Google Play».

Le client peut ainsi faire profiter les membres de sa famille d'appels en illimité et d'un volume Internet à hauteur de 3,5 Go sur leurs lignes mobiles.

En plus du partage de forfaits entre les membres de la famille, l'application Sahla box App permet au client d'accéder à un contenu riche et diversifié comprenant un large choix de solutions innovantes dans des domaines aussi variés que le divertissement, l'éducation, le cinéma et la musique, telles que Starz Play, Haya ! iQRAA et Haya ! Music.

La nouvelle offre Sahla box est disponible au niveau des Espaces Ooredoo, des Espaces Services Ooredoo et des points de vente agréés répartis à travers tout le territoire national.

Avec le lancement de cette solution innovante, Ooredoo réaffirme sa volonté de faciliter davantage à ses clients l'accès à l'Internet haut débit et enrichir leur expérience digitale.

Secteur agricole

Des investisseurs hollandais intéressés par le partenariat

■ Le diplomate hollandais, conseiller aux affaires agricoles dans la région du Maghreb, Nicolas Fiser, a indiqué à Mostaganem que les investisseurs de son pays étaient intéressés par le partenariat avec des opérateurs algériens dans les domaines de la production de lait, de la pomme de terre et des cultures protégées.

Par Assia D.

A cours d'une rencontre avec des opérateurs économiques locaux, organisée à la chambre d'agriculture de la wilaya de Mostaganem, Nicolas Fiser a souligné que la Hollande est en quête de partenaires pour concrétiser des projets de coopération scientifique et technique dans divers domaines, surtout avec l'usage des techniques économisant l'eau en irrigation, le phytosanitaire, les cultures sous serre, les semences de pomme de terre et l'amélioration de la production laitière. La coopération entre les universités hollandaises et leurs homologues algériennes ont donné, a-t-il affirmé, des expériences réussies dont la ferme d'élevage bovin de la wilaya de Guelma, le



projet d'utilisation des techniques économisant l'eau en irrigation agricole dans les wilayas d'El Oued, de Ouargla et de

Biskra. Le diplomate a indiqué que sa venue à Mostaganem a pour but de définir l'apport de son pays au développement de

la filière de la pomme de terre, à l'amélioration de la qualité de semences, à la prévention phytosanitaire et au développement

de technologies de stockage. Il a rappelé que la Hollande a déjà eu dans le passé des contacts avec Mostaganem et qu'elle est prête à accompagner des agriculteurs dans les domaines de développement et de diversification des semences de pomme de terre. De son côté, le directeur local des services agricoles de Mostaganem, Missaoui Mehdi, a souligné que cette rencontre permettra de créer un partenariat entre opérateurs des deux pays suivant le principe gagnant/gagnant, notamment dans le domaine de transfert des techniques modernes d'irrigation agricole, de la préservation de la qualité de la production lors du stockage en chambres froides et la diversification des semences de pomme de terre de consommation et de transformation.

La production de Mostaganem en pomme de terre représente 10% de la production nationale (4,7 millions de quintaux). Mostaganem joue également le rôle de régulateur national du marché de ce produit de large consommation, grâce à sa production précoce et d'arrière-saison. Cette rencontre a vu la présence de représentants de diverses branches du secteur agricole. Le diplomate hollandais a visité des exploitations versées dans la production de la pomme de terre à Oued Nachor (commune de Hassi Mameche), la vallée de Mesra, ainsi que l'Ecole supérieure agronome de l'université de Mostaganem.

Aymen N.

A.D./APS

Douanes

Signature d'un contrat avec Huawei pour la réalisation d'un Data Center

L'Agence de l'informatique des finances publiques du ministère des Finances et l'entreprise chinoise de solutions numériques Huawei ont signé, hier à Alger, un contrat de réalisation d'un nouveau Data Center pour les Douanes algériennes, en présence du directeur général des Douanes, Noureddine Allag, a indiqué la Direction générale des douanes (DGD) dans un communiqué. Ce Data Center entre dans le cadre de la mise en place du

nouveau système d'information des douanes, décidée après des diagnostics de l'actuel Système d'information et de gestion automatisée de dédouanement (SIGAD) mis en place en 1995. Il constituera le contenant devant recevoir les logiciels de gestion automatisée des douanes (tout le métier douane et soutien), explique-t-on. Le Data Center des douanes sera renforcé en matière de transport des données et de la connectique par une mise à

niveau du réseau auprès des opérateurs nationaux. Ce projet d'envergure est financé par le Fonds d'appropriation de l'utilisation et du développement des TIC (Faudtic) du ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique sous la coupe de l'Agence de l'informatique des finances publiques du ministère des Finances. Le délai de réalisation de ce projet a été fixé à six mois. Le nouveau système d'informa-

tion des douanes, adapté selon les dernières avancées technologiques, devrait permettre un traitement rapide des dossiers à la faveur, notamment, de la cohérence des données à travers tous les sites opérés par l'administration douanière (ports, aéroports, ports secs, postes frontaliers...) et l'intégration des référentiels de traitement (tarifs, réglementation, valeur, opérateurs économiques, transport et moyens de transport).

Aymen N.

Grand Sud

La BDL œuvre à l'accompagnement des investisseurs

Le président-directeur général (P-dg) de la Banque de développement local (BDL) a affirmé, à Illizi, que cette institution bancaire œuvre à l'accompagnement des investisseurs dans le Grand Sud. S'exprimant lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques et des patrons dans le cadre d'une visite dans cette wilaya, Mohamed Krim a indiqué que «la BDL s'emploie à accompagner les investisseurs dans le Grand Sud, à la faveur

d'une batterie de mesures incitatives promises par les pouvoirs publics pour promouvoir l'investissement à travers le pays». «La wilaya d'Illizi offre un climat propice à la promotion des opportunités d'investissement, notamment dans les domaines du tourisme, de l'agriculture et des activités pétrolières», a-t-il soutenu. Selon le même responsable, la BDL entend lancer de nouvelles prestations bancaires en faveur de ses clients, particu-

lières et entreprises, dont des prestations bancaires islamiques. Mohamed Krim a, lors de cette rencontre, présenté un exposé succinct sur les activités de cette banque, ses produits et services financiers, soulignant que «la BDL connaît de grandes mutations, dont la modernisation de diverses opérations bancaires et transactions liées au commerce extérieur». L'occasion a été mise à profit pour soulever une série de questions liées à l'ouver-

ture d'antennes de la BDL à In-Amenas et Djanet, pour faciliter les opérations bancaires à la satisfaction des entrepreneurs et des commerçants et leur épargner les déplacements vers la succursale. Le P-dg de la BDL a, en outre, fait part d'une étude en cours pour déterminer les besoins de ces régions à vocation touristique et économique. Auparavant, Mohamed Krim a inspecté le chantier de rénovation du siège de l'agence BDL d'Illizi.

A. O.

Pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 63 dollars à Londres

Les prix du pétrole se sont redressés hier en cours d'échanges européens après six séances consécutives de baisse, profitant notamment de la légère faiblesse du dollar dans un marché toujours inquiet de l'abondance de l'offre américaine. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 63,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,01 dollar par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile

Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mars prenait 1,16 dollar à 60,36 dollars. «Après avoir touché de nouveaux plus bas (depuis décembre) vendredi avec un nombre de puits actifs en hausse aux Etats-Unis, la faiblesse du dollar a permis au Brent et au WTI de se ressaisir», a commenté Henry Croft, analyste chez Accendo Markets. La faiblesse du dollar, qui sert de référence aux prix du brut, permet aux investisseurs utilisant d'autres devises d'effectuer des achats à bon

compte. En baisse marquée depuis la fin du mois de janvier, le marché reste cependant terne. «Les investisseurs s'inquiètent : ce qui a fait grimper les prix du brut depuis le mois de septembre, à savoir une demande mondiale robuste, des perturbations de la production et une discipline de l'industrie américaine, pourrait ne pas tenir», ont commenté les analystes de Goldman Sachs. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est associée fin 2016 à 10 autres producteurs, dont la Russie, pour limiter leur pro-

duction. Cet accord, qui a été renouvelé jusqu'à fin 2018, ainsi que des perturbations involontaires de la production, notamment au Venezuela, ont fait grimper les prix du pétrole. Mais les industriels américains ont profité de cette opportunité pour développer leurs coûteuses exploitations de pétrole de schiste. Plusieurs analystes ont indiqué que le nombre de puits actifs avait encore augmenté la semaine dernière, selon le dernier décompte de l'entreprise de services pétroliers Baker Hughes.

R. E.

Formation professionnelle à Jijel

Plus de 4 000 places pédagogiques proposées pour la session de février

■ Pas moins de 4 375 places pédagogiques sont proposées par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Jijel aux stagiaires, au titre de la session de février en cours, a affirmé le chef de service à la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels.

Par Lyes B.

Le même responsable a précisé que le secteur offre pour la session du 25 février courant, 835 places pédagogiques dans 11 spécialités dans le bâtiment des travaux publics, 285 places regroupant 09 spécialités dans les domaines de l'électricité et l'électronique, 270 places dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme, et 205 places dans le domaine des installations des structures métalliques avec l'objectif de «répondre aux besoins du marché local de l'emploi». Selon le même responsable, la nouveauté de cette session est l'intro-

duction de la spécialité du conseiller de vente au niveau du centre de la formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Zigha Mohamed du chef-lieu de wilaya. M. Larredj a déclaré qu'actuellement, 10 050 stagiaires poursuivent leur formations au titre de la session d'octobre dernier, dont 4911 stagiaire en apprentissage, 3 625 en formation résidentielle, 152 en cours de soir, 304 dans la cadre du programme femmes au foyer, 220 en formation qualifiante et 267 en milieu carcéral détaillant que le secteur compte 65 spécialités classées dans le domaine rési-



dentiel et 123 autres spécialités en apprentissage. Il a ajouté que 7 890 stagiaires ont été promus des établissements de la formation professionnelle en 2017, avec une hausse de 3.35 % par rapport à l'année 2016, soulignant que les spécialités hôtellerie et du tourisme et électricité et électronique connaissent "un engouement"

avec une hausse des inscrits dans ces filières évaluées entre 23 et 24%. Le chef de service à la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels a attribué cette hausse «à la forte demande de ces deux spécialités dans le marché local de l'emploi» attestant que la dynamique du secteur du tourisme et de l'indus-

trie sidérurgique ont accru les demandes sur ces formations. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Jijel compte 19 établissements dont 17 CFPA, un institut national spécialisé, une annexe avec un internat de 1600 lits, et des demi-pensions pour 2 340 stagiaires.

L. B./APS

Tébessa

Placement de plus de 6 000 demandeurs d'emploi en 2017

Quelque 6 222 demandeurs d'emploi ont été placés, durant l'année 2017, dans les différentes entreprises économiques publiques et privées, a-t-on appris auprès de l'Agence locale de l'emploi (Anem-Tébessa). Ce chiffre représente un taux de 22% de placement, par rapport aux 38 808 demandes d'emploi qu'a reçu cette agence durant la même période, a indiqué le directeur de cet organisme, Mohamed Fenazi. Il a dans ce contexte déclaré qu'une augmentation en matière de placement a été enregistrée en 2017 comparée à 2016, où 5 602 demandeurs d'emploi ont été placés représentant 7% de l'ensemble des inscrits auprès de l'Anem. En outre, l'Anem de Tébessa a organisé durant l'année 2017 plusieurs activités

d'accompagnement destinées aux demandeurs d'emploi, à travers des journées d'études, et des portes-ouvertes visant à initier les demandeurs d'emplois aux techniques de rédaction de CV (curriculum vitae), de recherche d'emploi et d'entretien d'embauche a encore détaillé M. Fenazi. Treize ateliers regroupant des représentants de 220 sociétés économiques activant dans la wilaya ont été également organisés par l'agence d'emploi dans l'objectif de débattre les mesures incitatives proposées par l'Etat pour accompagner les efforts déployés dans le recrutement, a-t-on encore souligné. L'agence d'emploi de Tébessa a également lancé en 2017, des négociations avec des différents opérateurs, notamment la chambre

de commerce et d'industrie, CCI-Nememche, la chambre d'agriculture, l'université Larbi Tébessa a indiqué M. Fenazi soulignant que la démarche vise à conjuguer les efforts et à assurer des postes d'emploi répondant aux exigences du monde de travail. L'année 2017 a été aussi marquée la mise en service du réseau Wassit, un système d'information destiné à moderniser les services de l'Anem et à assurer une inscription à distance a poursuivi la même source, soulignant l'impact de ce service dans le traitement des dossiers des demandeurs d'emplois. L'Anem Tébessa dispose de cinq annexes réparties dans les grandes régions de la wilaya, notamment Ouazna, Bir El-Ater, Cherea, et El-ma Labiod.

Hocine A.

Ouargla / Wilaya déléguée de Touggourt

Plusieurs opérations en cours pour l'amélioration de l'AEP

Plusieurs opérations visant l'amélioration de la distribution et de la dotation quotidienne en eau potable sont en cours de réalisation dans la wilaya déléguée de Touggourt, a annoncé la direction des ressources en eau (DRE) de la wilaya de Ouargla. Il s'agit de la réalisation en cours, pour un investissement de plus de 114 millions DA, d'un projet de canalisation principale raccordant le nouveau forage albien à un château d'eau de

5 000 m³ dans la commune de Sidi Slimane, susceptible d'améliorer l'alimentation en eau potable d'une population de plus de 20 000 âmes de cette collectivité, a-t-on indiqué. La DRE fait état aussi de la concrétisation en cours, au quartier El-Moustakbel à Touggourt, d'un réservoir de 1 000 m³, d'une canalisation d'adduction reliant, sur 9,6 km, un forage albien sis dans la localité de Sidi-Mahdi à la station de déminéralisation d'Ain-Sahra,

dans la commune de Nezia. Outre la poursuite des travaux de réalisation de deux châteaux d'eau, un projet de rénovation des canalisations d'adduction et de distribution d'eau potable seront également lancés dans le courant de cette année au niveau de plusieurs quartiers de Touggourt, dans le but de lutter contre la déperdition et les fuites d'eaux. Coiffant 11 communes et quatre dairas totalisant une population de 298 000 habitants,

la wilaya déléguée de Touggourt (160 km au nord de Ouargla) dispose d'un réseau de distribution d'eau potable long de 890 km, assurant un taux de couverture de 95%, selon les données de la DRE. Alimentée à partir de 11 forages albiens d'un débit global de 12 379 m³/jour, la wilaya déléguée de Touggourt dispose également de 38 structures de stockage (34 châteaux d'eau et 4 réservoirs), d'une capacité globale de 25 130 m³.

T.K.

Laghouat

Finalisation de l'étude d'aménagement de la berge de Oued Mzi

L'étude d'aménagement de la berge de Oued Mzi, dans la commune de Laghouat, a été finalisée et sera suivie par l'inscription d'une opération dans ce sens, a annoncé les services de la wilaya. Inscrite au titre de la prise en charge des séquelles des inondations de 2016, cette opération d'aménagement cible un linéaire de 2,5 km long de l'oued jouxtant les quartiers d'habitation, en plus de la réalisation d'aires de détente en

tenant compte des volets esthétique du cadre urbain, a-t-on indiqué. Cette opération est la dernière phase d'un projet global d'aménagement et de protection de la ville de Laghouat des inondations de Oued Mzi, en attendant l'inscription de la tranche restante de la digue de protection du tissu urbain, sur une longueur de 1.800 m, selon les mêmes services. Outre la réception d'un linéaire de 200 m de ce projet, les travaux de

concrétisation d'une tranche de 500 m sont en cours et sont à plus de 60% d'avancement, a-t-on précisé. Les efforts de prise en charge des dégâts engendrés par les inondations de 2016 ont été couronnés jusqu'ici par la réouverture du pont de Sidi-Hakkoum, dont une partie s'était effondrée, et la réhabilitation de nombreux ouvrages d'art dans différentes régions de la wilaya.

APS

Biskra Extension de 20% de la surface dédiée à la culture de la tomate sous serre

LA SURFACE agricole consacrée à la culture de la tomate sous serre dans la wilaya de Biskra a été revue à la hausse avec une extension estimée à 20%, a indiqué le président de l'association de wilaya des producteurs des fruits et légumes, Brahim El Wafi. Les surfaces agricoles réservées à ce fruit sont passées de 3 000 hectares durant la précédente saison agricole à 3 600 hectares au titre de l'actuelle saison, a précisé le même responsable. Cet acquis pour les productions agricoles de la région des Ziban a été le «fruit» des conditions favorables caractérisant cette filière agricole développée par des agriculteurs motivés, a souligné le même responsable, précisant que le rendement positif réalisé lors de la dernière saison a été «le déclic pour œuvrer à consacrer davantage de surfaces agricoles». La production de la tomate a bénéficié au titre de l'actuelle saison agricole de «un intérêt particulier» de la part des agriculteurs qui ont favorisé cette filière agricole en particulier, a-t-on estimé. L'agriculture sous serre est concentrée dans les communes Est, en particulier à Mezirâa et Ain Naga, en plus des communes de Laghrou, Doucen et Lioua, à l'ouest de la wilaya. Les services agricoles de la wilaya de Biskra comptent 150 000 serres consacrées à la culture de la tomate, a-t-on indiqué.

R.R.



Maroc

La contestation se poursuit à Jerada, forte adhésion des femmes

■ Le mouvement de protestation entamé il y a plus de 45 jours dans la région de Jerada dans le nord du Maroc se poursuit et suscite une forte adhésion des femmes, et une marche a été annoncée dans l'ancienne ville minière, lieu de nombre d'accidents dramatiques qui ont provoqué colère et émoi au sein de la population locale.

Par Sara H.

La marche prévue à Jerada, entre dans le cadre d'une série d'actions de protestation hebdomadaires enclenchées il y a 48 jours pour réclamer «une alternative économique» pour la région, ont annoncé samedi soir plusieurs instances politiques et syndicales citées par des médias marocains. Auparavant, samedi précisément, le mouvement a vu la participation particulière de la gent féminine, tous âges confondus. Habillées en blanc (couleur du deuil pour les veuves) elles se sont réunies à proximité de la municipalité de la ville en signe de tristesse pour la perte de leurs époux morts dans les

«mines de la mort». Tandis que les hommes ont préféré s'habiller en tenue d'ouvriers de mines. En revanche, les mesures annoncées par le chef du gouvernement marocain, Saad Eddine el Othmani, dont l'ouverture de mines conventionnelles de plomb et de zinc, reconversion de la zone en région agricole, facilitation de l'accès à la propriété pour les anciens ouvriers et surtout la suspension des permis de commercialisation du charbon, n'ont pas pu calmer les esprits des mécontents de Jerada. La société civile dit prendre acte de cette mesure, mais plusieurs questions demeurent. L'une des sources d'inquiétude selon des militants de la société civile, était qu'aucune annonce n'a été faite autour de l'une de leurs principales revendications, à savoir le lancement d'une enquête pour juger les responsables de la situation économique désastreuse de la ville. «Ce sont eux qui doivent rendre des comptes», dit-on. La visite du Premier ministre dans la région devait avoir lieu le 15 janvier dernier mais a été reportée maintes fois, ce que contestent en effet les contestataires qui ont fini par être invités à Oujda pour assister à une rencontre gouvernementale avec M. El Othmani, mais pas au dialogue comme ils l'ont suggéré les initiateurs du mouvement. Parallèlement, certains militants du mouvement du Hirak de Jerada ont déclaré que de nombreux camions et véhicules de sécurité arrivaient dans



la ville depuis samedi, notamment des voitures auxiliaires, des forces d'intervention rapide et la gendarmerie.

Dix-huit morts en vingt ans

A Jerada, commune déshéritée du nord du Maroc, des centaines de mineurs risquent leur vie pour extraire du charbon dans ce qu'on appelle «les mines de la mort». Le 1^{er} février, un mineur de 31 ans a trouvé la mort dans l'effondrement d'une mine dans la zone de Hassi Belal, près de Jerada. Avant lui, le 22 décembre Houcine et Jedouane, deux frères âgés de 23 et 30 ans, ont péri dans un puits. Leur mort a suscité colère et émoi au sein de la population locale qui se dit «marginalisée» et qui manifeste depuis

contre les autorités pour l'avoir laissée à l'«abandon». Samedi, 10 février, pour le 48^e jour, plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées pour dénoncer «l'abandon» de la ville et «les conditions de vie difficiles» de ses habitants. Les manifestants ont notamment dénoncé «l'injustice» et la «marginalisation» de cette localité située à une soixantaine de kilomètres de la ville d'Oujda, capitale de la région de l'Oriental. Les protestataires ont repris des slogans du mouvement de contestation du Hirak, qui continue de secouer la région du Rif (nord) depuis plus d'une année. Des actions de protestation avaient été observées bien avant que le drame de Jerada ne survienne pour contester «la cherté des factures de l'eau et de l'électricité», des actions ayant débouché sur des arresta-

tions parmi les manifestants. La ville de Jerada est connue pour avoir longtemps abrité une importante mine de charbon, où travaillaient encore quelque 9 000 ouvriers au moment de l'annonce de sa fermeture en 1998. L'activité minière constituait alors la principale ressource des habitants, dont le nombre est passé depuis cette date de 60 000 à moins de 45 000. Chaque année, deux à trois hommes meurent en silence dans les mêmes conditions, soit dix-huit morts en vingt ans. Faute d'alternatives économiques, des jeunes souvent diplômés sont contraints de creuser des mines. Selon des données du Haut commissariat au plan (HCP), l'organisme statistique marocain, Jerada est l'une des communes les plus pauvres du Maroc. S.H./APS

Tunisie

50 adolescents candidats à l'émigration clandestine arrêtés

CINQUANTE adolescents candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés samedi soir par la police tunisienne près du port de la Goulette à Tunis, a indiqué dimanche le ministre de l'Intérieur. Agés de 13 à 17 ans, ces 50 adolescents originaires des régions de Bizerte, Jendouba (nord-ouest), Kairouan (centre-est) ou encore Tunis avaient prévu de se faufiler dans un des navires marchands amarrés au port afin de rejoindre l'Europe clandestinement, selon un communiqué du ministère. Ils ont été interpellés alors qu'ils déambulaient aux alentours du port, et la police les remittra à leurs parents, a précisé le porte-parole du ministère, Khelifa Chibani. L'émigration clandestine depuis la Tunisie a cru lentement mais sûrement ces deux dernières années, avec un pic à l'automne 2017, mis en évidence par l'augmentation des arrestations. Depuis début 2018, les autorités tunisiennes ont annoncé l'interpellation de plus de 340 candidats à l'émigration clandestine, selon un décompte de Matt Herbert, chercheur au sein de l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational, une ONG suisse analysant notamment les migrations clandestines. Ces chiffres sont «beaucoup plus élevés que les années précédentes», souligne-t-il, et cela est confirmé par les hausses d'arrestations côté italien. Selon lui, 763 migrants se présentant comme Tunisiens ont été arrêtés depuis le 1^{er} janvier, soit quasiment autant que pour toute l'année 2015. R. M.

Sahara occidental / Association danoise «les amis de l'ONU»

Appel à rejeter l'accord de pêche avec le Maroc

L'Association danoise des amis de l'ONU a adressé une motion au gouvernement danois l'appelant à voter «non» concernant le renouvellement de l'accord de pêche entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, car englobant les eaux territoriales du Sahara occidental. L'Association, qui s'intéresse aux questions de l'ONU et œuvre à la promotion de ses principes au Danemark, a appelé la commission européenne à faire prévaloir la stabilité et la paix dans la région aux intérêts commerciaux avec le Maroc et à suivre l'exemple des Etats Unis et de la Norvège, qui conditionnent leurs conventions commerciales avec le gouvernement marocain à l'exclusion du Sahara occidental et ses eaux territoriales. Pour l'Association danoise des amis de l'ONU, le renouvellement de l'accord de pêche UE-Maroc, englobant les eaux territoriales du Sahara occidental occupé, engendrerait une politique économique à court terme illégale du point de vue de la cour de justice européenne (CJUE), et compromettrait les efforts de l'ONU visant à trouver une solution pacifique au conflit du Sahara occidental. L'Association a mis en avant «le danger de l'appui financier à la force d'occupation face à l'amenuisement des chances de parvenir à

une solution pacifique aux conflits», estimant que les forces extérieures ne devraient pas s'impliquer dans des accords commerciaux englobant les eaux territoriales du Sahara Occidental occupé, appelant par le même le Danemark à «ne pas soutenir le renouvellement de l'accord de pêche UE-Maroc qui inclut les eaux territoriales du Sahara occidental». Rappelant la décision de la CJUE de décembre 2016 qui a conclu que compte tenu du statut séparé et distinct du territoire du Sahara occidental, les accords commerciaux entre l'UE et le Maroc «ne sont pas applicables à ce territoire», l'Association estime que tous les indices portent à croire que la décision attendue de la CJUE «sera similaire à la précédente». Dans ce cadre, le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati avait exprimé sa profonde préoccupation au sujet des négociations en cours pour inclure le Sahara occidental dans l'accord commercial UE-Maroc, sans le consentement du peuple sahraoui à travers son représentant légitime, le Front Polisario et en l'absence d'un processus transparent, légal et crédible pour obtenir le consentement. Il a rappelé, à ce titre, que tout accord économique entre l'UE et le Maroc qui n'exclut pas explicitement le Sahara occidental

du champ d'application de l'accord «continuera à renforcer l'occupation illégale des territoires sahraouis par le Maroc», réaffirmant sa «confiance en le droit de l'UE» et sa «disposition à retourner devant la Cour européenne de justice sur de telles questions». Par ailleurs, l'Observatoire des ressources naturelles du Sahara occidental (WSRW) avait décliné une invitation de l'Union Européenne (UE) pour prendre part à une réunion de consultation relative aux négociations commerciales entre l'Union et le Maroc, en raison du «manque de clarté» sur l'objectif de la rencontre, a indiqué l'observatoire dans un communiqué. WSRW a estimé que l'approche est «non conforme» au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et à son droit de donner son consentement sur tout ce qui concerne son territoire, rappelant d'anciens accords conclus entre l'UE et le Maroc n'ayant pas inclus le Polisario. Il rappelle que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a jugé, dans son arrêt du 21 décembre 2016, que le consentement des représentants du peuple du Sahara occidental doit être obtenu dans la conclusion de tout accord qui concerne son territoire occupé.

Amel N. /agences



Irak

Le pays cherche 88 milliards de dollars pour se reconstruire

■ L'Irak, meurtri par quatre décennies de guerres et de sanctions internationales, cherche à récolter 88 milliards de dollars pour se reconstruire, un chantier titanesque entamé hier avec l'ouverture d'une conférence internationale à Koweït.

Par Rosa C.

Pendant trois jours, des centaines de responsables politiques, d'ONG et d'hommes d'affaires sont attendus à cette conférence. Bagdad mise notamment sur le secteur privé pour lever des fonds au plus vite, alors que des milliers d'habitations sont détruites et plus de 2,5 millions de personnes déplacées.

Ravagé depuis les années 1980 par les guerres à répétition et un long embargo, notamment après l'invasion du Koweït en 1990, l'Irak a annoncé il y a deux mois la «fin» d'une nouvelle guerre, cette fois contre les jihadistes du groupe État islamique (EI), qui s'étaient emparés d'un tiers de son territoire à partir de 2014, menaçant son existence même. Mais la reconstruction du pays, deuxième producteur de pétrole

de l'Opep, s'annonce longue et difficile. «Nous estimons que les besoins totaux de reconstruction en Irak s'élèvent à 88,2 milliards de dollars (71,9 milliards d'euros)», a déclaré le ministre irakien de la Planification, Salmane al-Joumeili, à l'ouverture de la conférence.

Ces fonds «serviront d'abord à réhabiliter les personnes déplacées et reconstruire les services publics», a-t-il ensuite précisé à l'AFP. Selon Qusai Abdelfattah, directeur général au sein du ministère de la Planification, 22 milliards de dollars de ces fonds sont nécessaires de façon urgente, et le reste à moyen terme.

«Nous avons lancé des programmes de reconstruction (...) mais ce que nous avons accompli est inférieur à 1% de ce dont l'Irak a besoin», s'est alarmé Mustafa al-Hiti, président du fonds de reconstruction pour les zones touchées par les combats



contre l'EI. «Plus de 138 000 maisons sont endommagées, dont la moitié sont complètement détruites», a-t-il souligné. Outre les destructions matérielles, l'Irak fait face à une grave crise humanitaire, avec 2,5 millions de déplacés. La conférence de Koweït doit ainsi permettre de financer leur retour «volontaire», estime le Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR).

«Si les combats à grande échelle sont terminés (...), les stigmates demeurent dans tout le pays: les villes ont été durement endommagées, les communautés ont été disséminées et une génération d'enfants risque d'être perdue», a rappelé Bruno Geddo, représentant de cette organisation en Irak.

L'Unicef et ONU-Habitat ont pour leur part appelé à des investissements urgents pour restaurer les infrastructures et les services de base à destination des familles irakiennes.

«La violence (...) a détruit la vie de millions de personnes, laissant un enfant sur quatre dans la pauvreté», ont-elles insisté, alors que la moitié des écoles ont besoin de réparations et que plus de 3 millions d'enfants ont vu leur éducation interrompue.

Dès hier, des ONG – en majorité koweïtiennes – ont annoncé une levée de fonds pour soutenir les opérations humanitaires de plus de 330 millions de dollars, dont 130 du Comité international de la Croix-Rouge. Mardi, la conférence fera une large place

au secteur privé, tandis que le troisième jour sera consacré à l'annonce par les États participants du montant de leurs contributions financières. Avant de rejoindre Koweït, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian est arrivé hier à Bagdad pour assurer les responsables irakiens du «soutien de la France». «Nous serons toujours au rendez-vous. Nous l'avons été dans la participation à la coalition (internationale antijihadistes), nous le serons aussi dans la phase de reconstruction», a affirmé le chef de la diplomatie française, qui participera mardi à une réunion de cette coalition à Koweït, en présence de son homologue américain Rex Tillerson. R. C.



Points chauds

Équité

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump l'a répété à de nombreuses reprises depuis son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2017, il sera le président américain qui réussira à mener à bien un accord de paix aux Proche-Orient. Pourtant, sa décision unilatérale et unanimement critiquée de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël a ulcéré les Palestiniens, et une grande partie de la communauté internationale. Par ailleurs, Trump n'a cessé d'accuser les Palestiniens ces derniers mois de refuser le processus de paix et d'utiliser la reconnaissance de Jérusalem comme prétexte pour se dérober du processus de paix. Toutefois, il semble penser que les Israéliens non plus ne sont pas décidés à rechercher la paix. «Pour le moment, je dirais que les Palestiniens ne cherchent pas à faire la paix. Et je ne suis pas complètement sûr non plus qu'Israël cherche à faire la paix», a affirmé Donald Trump, dans une interview publiée cette semaine par le quotidien israélien Israël «Hayom». Le président des États-Unis avait dans le passé dénoncé à plusieurs reprises le «manque de volonté» des Palestiniens à vouloir négocier sans oser critiquer Israël. Donald Trump a précisé que les relations israélo-américaines étaient «très bonnes» mais qu'un accord de paix avec les Palestiniens les rendrait «encore meilleures». Il a également exprimé ses inquiétudes sur l'expansion des colonies israéliennes, bien que son administration soit beaucoup nettement moins critique envers la colonisation que celle de son prédécesseur Barack Obama. Mais il est vrai que l'ancien président Démocrate n'avait pas d'amis ayant financé dans le passé des projets dans des colonies israéliennes à l'instar de l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, proche de Trump. «Les colonies compliquent beaucoup la situation et ont toujours rendu difficiles toutes discussions sur la paix donc je pense qu'Israël doit être très prudent avec les colonies», a dit Trump. Dès le début de sa présidence, il avait annoncé son intention d'amener les Israéliens et les Palestiniens à «un accord final» qui résoudrait ce conflit vieux de plusieurs décennies. Mais, dans l'interview, il se demande si la tenue de négociations est envisageable pour le moment. «Je ne sais franchement pas si nous allons même avoir des pourparlers. (...) Je pense qu'il serait très bête pour les Palestiniens comme pour les Israéliens de ne pas parvenir à un accord», a-t-il affirmé, ajoutant qu'il s'agit d'«une opportunité unique qui ne se représentera pas». Pour le moment les Palestiniens ne peuvent envisager de se lancer dans aucune négociation de paix, sachant que le médiateur américain a pris fait et cause pour les Israéliens et les discours et souhaits de Trump n'y changeront rien, car plus que tout les Palestiniens veulent être traités avec équité et le président américain en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël a prouvé son manque d'objectivité et de compassion envers la souffrance du peuple palestinien. F. M.

Azerbaïdjan

L'opposition va boycotter l'élection présidentielle

Les principaux chefs de l'opposition en Azerbaïdjan ont annoncé hier leur intention de boycotter l'élection présidentielle anticipée du 11 avril, dénonçant le manque de transparence du scrutin et les pressions dont ils font l'objet.

«Le parti du Front populaire et le Conseil national de l'opposition ont pris la décision de boycotter l'élection présidentielle anticipée», a indiqué à l'AFP le président du Front populaire, Ali Kerimli.

«Les conditions pour une élection démocratique et compétitive ne sont pas réunies et il n'y a pas de presse indépendante», a-t-il poursuivi, affirmant que les «partis d'opposition sont obligés de fonctionner de manière semi-clandestine» dans ce pays du Caucase riche en hydrocarbures. L'opposition organisera également des manifestations

de protestation contre le scrutin en mars, a ajouté l'opposant. Isa Gambar, le président du parti Mûsavat (Égalité), a aussi indiqué à l'AFP que son parti «refuse de participer à l'élection car les autorités vont en truquer les résultats». Le Mouvement d'opposition «Alternative républicaine» (Real), dont le président Ilgar Mammadov est en prison depuis 2013, a également indiqué dans un communiqué son intention de boycotter le vote.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev, candidat pour un quatrième mandat, a annoncé début février convoquer une élection présidentielle anticipée pour le 11 avril, sans en expliquer la raison. Selon Ali Kerimli, cette décision vise à «raccourcir la campagne» pour «freiner les efforts de l'opposition visant à limiter le trucage du vote». Ilham Aliiev est arrivé au pouvoir en

2003 après la mort de son père Heïdar, un ancien officier du KGB et dirigeant communiste qui avait gouverné le pays presque sans interruption de 1969 à 2003. Il a été réélu en 2008 et en 2013 dans des élections dénoncées comme truquées par l'opposition. En 2009, Ilham Aliiev a changé la constitution du pays pour pouvoir être candidat à un nombre illimité de mandats.

En 2016, plusieurs changements constitutionnels ont étendu le mandat présidentiel à sept ans et renforcé la mainmise de la famille Aliiev sur le pays en ouvrant notamment la voie au fils d'Ilham Aliiev, Haïdar, 19 ans, pour prendre la succession de son père. Ilham Aliiev a également nommé sa femme Mehriban Aliieva première vice-présidente après ces changements approuvés par référendum.



Monument

La restauration de la statue de Ain El Fouara achevée dans 3 ou 4 semaines



■ Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué dimanche à Alger, que la restauration de la statue de Ain El Fouara (Sétif), visée par un acte de vandalisme, sera achevée d'ici «3 ou 4 semaines».

Par Adéla S.

La restauration de la statue de Ain El Fouara (Sétif) sera achevée d'ici «3 ou 4 semaines» et elle «restera à sa place», a déclaré M. Mihoubi, en marge d'une journée d'étude sur la mosaïque en Algérie, ajoutant qu'elle «ne sera transférée à aucun musée, comme proposé par certaines parties», sans les nommer.

Il a expliqué que l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBEC),

qui supervise l'opération, a désigné l'expert en restauration, Abdelkader Bensalah qui a réalisé des premiers essais «réussis».

Pour sa part, M. Abdelkader Bensalah, expert en rénovation de la mosaïque et de statues originaires de Cherchell, a fait savoir que «des travaux de restauration réussis nécessitent du temps et du professionnalisme outre l'utilisation de matières premières d'origine et de qualité».

Il a expliqué que les travaux de restauration qui ont débuté depuis «un mois et demi» ne

concernent pas uniquement la Statue mais le site en entier, qualifiant d'improvisée et de mal exécutée la 1^{re} opération effectuée sur le site en 1997, suite à l'attaque à la bombe artisanale.

La statue de la fontaine de Ain El Fouara a été, en décembre dernier, la cible d'un acte de vandalisme perpétré par un «déséquilibré mental».

A. S./APS

Patrimoine

La commission nationale de conservation des mosaïques installée

La Commission nationale de conservation des mosaïques relevant du Centre national de recherche en archéologie (CNRA) a été installée, dimanche à Alger.

Cette commission consultative – installée dans le cadre d'une journée d'étude sur les

mosaïques en Algérie – est chargée du «suivi et de l'encadrement» des opérations de conservation, de restauration et de valorisation du patrimoine mosaïque national, a indiqué le directeur général du CNRA, Toufik Hamoum.

La commission, première du

genre en Algérie, est composée d'archéologues, d'experts et de chercheurs universitaires spécialisés dans la restauration et la conservation des mosaïques, supervisés par l'expert auprès de l'Unesco et ex-directeur général du Centre international d'études pour la conservation et la res-

tauration des biens culturels «ICROM», Mounir Bouchenaki.

La commission examinera les différentes questions en rapport avec la conservation et la restauration des mosaïques en consultant des experts algériens et étrangers concernant le volet technique, a indiqué M.

Bouchenaki. La cérémonie d'installation a été présidée par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, en présence de plusieurs spécialistes du domaine.

Le CNRA a organisé en coopération avec l'Ecole nationale de conservation et de restauration des biens culturels (ENCRBC) une journée d'étude sur la préservation et la valorisation du patrimoine mosaïque en Algérie.

D L

Adrar

Coup d'envoi des 9^{es} journées théâtrales maghrébines «le Palmier d'or»

La neuvième édition des journées théâtrales maghrébines «Palmier d'Or», a débuté dimanche à la maison de la culture d'Adrar, avec la participation de troupes issues de différentes régions du pays et de pays maghrébins.

Mise sur pied par l'association culturelle des arts dramatiques d'Adrar, avec le concours de la direction de la culture de la wilaya, cette manifestation culturelle, rendant hommage à titre posthume au défunt dramaturge Feth-Ennour Benbrahim, vise à sélectionner les meilleures œuvres artistiques théâtrales, promouvoir le 4^e art notamment chez les amateurs, et de créer un espace d'échange d'expériences entre professionnels nationaux et étrangers, a indiqué le président de l'association organisatrice, Haddadi Djelloul.

Le programme de cette manifestation de trois jours (11-13 février) prévoit des représentations théâtrales animées par des troupes locales, nationales et maghrébines (Tunisie et Maroc), des expositions sur le parcours de l'association, des ateliers de formation dans le théâtre, ainsi qu'un séminaire sur «la presse culturelle et la critique théâtrale».

Des conférences seront aussi animées sur le parcours théâtral du défunt dramaturge Feth-Ennour Benbrahim, ainsi que sur «le théâtre mondial, le russe comme modèle», «le texte théâtral entre exploitation du patrimoine et adaptation» et «la problématique de la critique théâtrale algérienne».

Le coup d'envoi de cette édition est marqué par la présentation de deux pièces théâtrales, «Mazbalet El-Horrouf» (poubelle

des lettres) de la troupe «Mountada Enfass» (Maroc) et «Halel Hobbe» (cas d'amour) de la troupe «Oussoud El-Kachaba» (wilaya d'Adrar). Ce rendez-vous culturel, qui sera une occasion d'évaluer les œuvres théâtrales par un jury et des critiques, permettra au public, amateurs de la planche notamment, d'apprécier des spectacles et la prestation de jeunes dramaturges talentueux. Le défunt Feth-Ennour Benbrahim (1964-2017) est l'une des figures ayant consacré sa vie à la promotion du théâtre algérien, et ce dès ses débuts dans les années 1980 à l'université d'Oran où il suivait des études en Droit.

Membre de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA), il a rejoint le théâtre amateur à Mostaganem avant de se former à l'école nationale des arts et de la culture à Alger, a

signalé le commissaire du festival national du théâtre-amateur de Mostaganem, Mohamed Boudane. Il rejoint 2004 au théâtre national (TNA), aux côtés du défunt Mohamed Benguettaf, en tant conseiller et chargé de communication, de l'information et des activités culturelles.

Benbrahim fut également membre fondateur du théâtre du Sud et du club «Sada El-Aklem» au théâtre national, du festival national du théâtre professionnel et du festival international du théâtre à Alger, en plus de sa contribution à l'institution du prix «Kaki d'or» du meilleur texte théâtral (Mostaganem).

Le programme de cette manifestation prévoit, en marge des représentations théâtrales, une exposition de produits d'artisanat de la wilaya d'Adrar.

Sami B.

Musique/Cinéma

Décès du compositeur islandais Johann Johannsson

Le compositeur islandais Johann Johannsson, auteur de nombreuses musiques de films, est décédé à l'âge de 48 ans, a annoncé samedi son manager.

Le compositeur a été retrouvé mort vendredi dans son appartement de Berlin, a déclaré son manager, Tim Husom, ajoutant qu'une enquête est en cours afin de déterminer les causes de son décès.

Connu pour ses musiques électroniques

dépouillées, Johann Johannsson était très apprécié des réalisateurs. Il a été nommé deux fois aux Oscars, en 2016 pour la bande-originale du thriller «Sicario» de Denis Villeneuve et en 2015 pour «Une merveilleuse histoire du temps» de James Marsh, pour lequel il a reçu un Golden Globe.

Sa collaboration pour «Premier contact» de Denis Villeneuve, sorti en 2016, lui a valu des nominations aux Grammy, aux BAFTA et

aux Golden Globes. Pour les besoins de ce film de science-fiction, qui raconte comment une linguiste tente de communiquer avec des extra-terrestres, il a modifié les voix humaines pour créer des sons de l'au-delà afin de dramatiser l'histoire.

«Marie Madeleine», qui devra sortir dans les salles en mars, est un des derniers films auxquels il a participé.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 28 février 2018 :

Jusqu'au 28 février, découvrez

«Artisans de La Casbah» à

l'Institut Cervantès d'Alger, sis 9

Khelifa Boukhalfa Alger, à 18h,

une exposition vente qui réuni-

ra une dizaine d'artistes et arti-

sans dans les différents métiers

qui ont fait la réputation du lieu

mythique, cœur battant de la

capitale algéroise.

Seen Art Gallery (156,

Lotissement El-Bina, Dély

Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 25 février :

Exposition intitulée «Hope in

darkness» de l'artiste Hacem

Drici.

Salle El-Mouggar (Alger)

Samedi 10 mars à 19h30 :

Concert de Marc Lavoine.

L'entrée est sur réservation (2

places maximum) à l'adresse :

chansonfrancaisemarclavoine

2018.alger@if-algerie.com

Musée public national d'art

moderne & contemporain

d'Alger

Jusqu'au 5 mars :

1^{er} Salon du dessin d'Alger intitulé «Dessinez vos desseins».



Jeux africains 2019 L'ACNOA, l'UA et l'UCSA signeront un accord ce jeudi

LE PRÉSIDENT du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, qui assure l'intérim à la tête de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), signera jeudi à Addis-Abeba, un accord avec l'UA et l'UCSA pour la gestion et le management conjoint des prochains Jeux africains (JA-2019), a appris dimanche de l'instance olympique algérienne. «La signature de ce protocole d'accord avec l'UA (Union africaine) et l'UCSA (Union des Confédérations sportives africaines) fait suite à la décision prise par le Comité exécutif de l'ACNOA le mois de janvier dernier à Abuja de m'attribuer la mission de poursuivre les échanges avec l'Union africaine pour la gestion des Jeux africains-2019»,

a déclaré Mustapha Berraf qui sera assisté du 2e vice-président de l'ACNOA et du secrétaire général. A rappeler que les derniers Jeux africains-2015 au Congo avaient enregistré la participation de quelque 5 000 athlètes, mais n'ont pu être qualifiés aux Jeux Olympiques, en l'absence d'un accord entre l'UA, l'UCSA et l'ACNOA. D'ailleurs, la Guinée Equatoriale avait décidé de renoncer à l'organisation des Jeux africains-2019 faute d'avoir la garantie qu'ils soient qualifiés pour les Jeux de Tokyo-2020. Lancés en 1965, les Jeux africains sont une compétition multisports regroupant tous les quatre ans des milliers d'athlètes d'une cinquantaine de pays du continent.

Équitation

Promouvoir les sports équestres à Tiarret

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a annoncé, dimanche à Tiarret, la tenue prochaines de réunions de travail de coordination avec les différents acteurs pour la promotion et l'accompagnement des sports équestres. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tiarret, le ministre a souligné que son département accorde, conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, un intérêt particulier aux sports équestres, en s'ouvrant à sa promotion et son développement. Dans ce cadre, il a annoncé que des séances de travail seront bientôt tenues aussi bien au niveau ministériel et que de la wilaya. M. El Hadi Ould Ali a exprimé le soutien de son département aux initiatives des jeunes et associations activant dans ce domaine comme il a appelé les jeunes à prôner la réconciliation nationale et à défendre l'unité du peuple et l'Etat, affirmant qu'il a senti, à travers sa rencontre avec les jeunes de la wilaya de Tiarret, leur profond attachement au pays et à son unité. Par ailleurs, le ministre s'est engagé, lors de sa visite au centre équestre de Chaouchaoua à soutenir la pratique de ce sport, en collaboration avec la fédération algérienne d'équitation (FAE) en soulignant la nécessité de fournir un soutien financier aux deux associations sportives activant dans

le domaine de l'équitation au niveau dans la wilaya. Sur place, il a assisté à une exhibition de chevaux ayant obtenu des titres nationaux dans les épreuves d'endurance et saut d'obstacles. Le ministre a rappelé que le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tiarret a bénéficié de 135 projets d'une valeur de 5,5 milliards DA lors des trois derniers quinquennats sous l'égide du Président Abdelaziz Bouteflika. Lors de sa tournée, El Hadi Ould Ali a inauguré une auberge de jeunes à Ain Dhab pour un coût de 60 millions DA. Elle dispose d'une capacité de 70 lits en plus de structures juvéniles et sportives. Il a également visité une salle polyvalente dans cette collectivité et rencontré des responsables d'écoles de handball, de football et de karaté. Au chef lieu de wilaya, le ministre s'est enquis des travaux de réalisation du stade municipal de football de Hai Keramane et a visité la maison de jeunes Ahmed Benferhat, où il a rencontré des champions d'Algérie d'équitation et de boxe. Enfin, il a inspecté le stade de football Gaid Ahmed en cours de travaux d'aménagement et rencontré des responsables de l'équipe de la JSM Tiarret. Toujours au chef-lieu de wilaya, le ministre a visité deux projets de réalisation d'une piscine semi-olympique et un lycée sportif, en plus du stade municipal et le projet de la piscine semi-olympique de Rahouia.

Cyclisme/Championnats d'Afrique sur piste

L'EN décroche 12 médailles dont 4 en or

La sélection algérienne de cyclisme (juniors et élite) a décroché 12 médailles (4 or, 3 argent et 5 bronze) aux Championnats d'Afrique sur piste, achevés samedi à Casablanca au Maroc. Le vermeil a été l'oeuvre de Yacine Chalal (scratch élite) et du jeune coureur Youcef Boukhari qui a réussi le pari d'arracher trois médailles d'or, obtenues aux épreuves de scratch, du keirin et au sprint (juniors). Grâce à ses résultats, Yacine Chalal sera présent aux Championnats du monde, prévus du 28 février au 4 mars aux Pays-Bas et en Coupe du monde, prévue au mois de

novembre en France, en compagnie de Zineddine Tahri. De son côté, Boukhari a été à la hauteur de la confiance placée en lui par les responsables de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et son entraîneur national, Abdelbasset Hannachi. L'enfant d'Oued Tlélat (Oran) a également pris deux médailles d'argent au kilomètre juniors et sur la course aux points juniors. Une médaille d'argent a été aussi décrochée au sprint par l'équipe élite, composée d'Ayoub Kerar, Mohamed Bouzidi et El-Khacib Sassane. Les médailles de bronze sont l'oeuvre de Mohamed-Amine N'hari

sur la course aux points juniors, El-Khacib Sassane sur le kilomètre élite, l'équipe du sprint juniors (Youcef Boukhari, Abdeladjalil Djilali et Sedik Bengani), l'équipe de poursuite juniors (Youcef Boukhari, Abdeladjalil Djilali et Sedik Bengani) ainsi que l'équipe de poursuite élite (Smail Lallouchi, Abderahmane Karim Hadjibouzi, El-Khacib Sassane et Mohamed Bouzidi). Sous la direction de l'entraîneur national Hannachi, 11 coureurs algériens (sept seniors et quatre juniors) ont pris part aux Championnats d'Afrique sur piste à Casablanca.

Tour préliminaire aller de la Ligue des champions africaine

L'ESS étrille le real Bangui, le MCA battu par Otoho

Le représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique, l'ESS Sétif n'a pas fait dans le détail et a largement battu le real Bangui (Centrafrique) 6 buts à 0, dimanche soir au stade du 8-Mai 1945, lors de ce match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions africaine.

Par Mahfoud M.

Souhaitant se mettre à l'abri avant le match retour et un périlleux déplacement en Centrafrique, l'équipe sétifienne a débuté la rencontre en force, imposant son rythme au real Bangui. Les co-équipiers de Ziti auraient d'ailleurs pu ouvrir la marque dès la 7' lorsque Hadouche, parfaitement mis sur orbite par Nadji, ne parvint pas à tromper le gardien Koinda Ouangolo. Deux minutes plus tard c'était au tour de Hadouche de servir Nadji qui a vu son heading passer à quelques centimètres du poteau droit d'Ouangolo. Continuant sur ce même état d'esprit, les Sétifiens ont obtenu un pénalty à la 11 minute à la suite d'une faute de Gael Confidance sur Nessakh, un penalty que Hadouche a transformé sans trembler. Après l'ouverture du score le match est légèrement tombé en intensité, les champions d'Algérie en titre aurait pu corsé le score à plusieurs reprises, Rebai 23' Djahnit (30), Bedrane (37). Revenus des vestiaires avec la ferme volonté de rectifier les maladroites offensives de la première période, L'ESS n'aura attendu que quelques minutes pour faire le break par l'intermédiaire de Zakaria Hadouche 57' qui a conclu un magnifique mouvement collectif. Deux minutes plus tard c'était au tour d'Akram Djahnit 59' de venir inscrire son



Les Sétifiens ont écrasé les centrafricains

nom au tableau d'affichage avant que Hadouche ne réalise un coup de chapeau en reprenant victorieusement le centre de Benayada 75'. Complètement dépassée dans le jeu, l'équipe du Real Bangui finira par encaisser deux autres buts de Rebai 79' et Djahnit 88'. Seule ombre au tableau, la sortie sur civière de Rachid Nadji à la 26' qui manquera probablement les prochaines échéances qui attendent son équipe.

De son côté, le second repré-

sentant dans cette compétition, le MC Alger s'est incliné devant l'AS Otoho du Congo sur le score de 2 à 0, au match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputé dimanche au stade Marien-Ngouabi d'Owando (nord de Brazzaville). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Sissi (61') et Obassi (78') pour Otoho. Le match retour aura lieu le mercredi 21 février au stade du 5-Juillet (Alger, 19h00).

M. M.

Newcastle United

Slimani devra attendre

L'attaquant international algérien Islam Slimani, prêt cet hiver par Leicester City à Newcastle, n'a pas été convoqué pour la réception dimanche soir de Manchester United, dans le cadre de la 27e journée du championnat d'Angleterre de

football, selon la feuille de match publié sur le compte Twitter des «Magpies». Bien qu'il se soit remis d'une blessure à la cuisse, Slimani n'a pas été retenu par l'entraîneur espagnol de Newcastle Rafael Benitez qui ne veut pas prendre de risque avec le joueur algérien. Slimani a déjà raté le déplacement à Crystal Palace (1-1) dimanche dernier, lors de la 26e journée. Il devrait effectuer ses grands débuts avec sa nouvelle équipe le samedi 24 février sur le terrain de Bournemouth (16h00 algériennes) dans le cadre de la 28e journée. Prêt jusqu'à la fin de la saison à Newcastle, Slimani (29 ans) compte 12 apparitions en Premier League avec Leicester City cette saison pour un but marqué, alors qu'il s'est distingué en Coupe de la Ligue anglaise avec 4 réalisations. Le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale (26 buts) avait rejoint Leicester en 2016 en provenance du Sporting Lisbonne (Portugal) avec lequel il avait inscrit 57 buts en 111 apparitions.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi-Ouzou

Un couple meurt par asphyxie au monoxyde de carbone

UN HOMME et son épouse ont été retrouvés morts hier matin, peu avant midi, à leur domicile sis à la haute ville de Tizi-Ouzou, après avoir inhalé du monoxyde de carbone émanant d'un chauffage, a indiqué, hier, la cellule de communication de la Protection civile.

Les éléments de

Protection civile sont intervenus pour l'évacuation de deux personnes décédées. Les corps des deux victimes, un homme âgé de 59 ans et sa femme âgée de 47 ans, ont été déposés à la morgue du CHU de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Birmanie

Des villages rohingyas rasés au bulldozer

PLUSIEURS villages rohingyas incendiés ont été rasés au bulldozer ces derniers jours dans l'ouest de la Birmanie, une façon d'effacer définitivement toute trace de leur présence, ont dénoncé des ONG. De ces villages brûlés pendant la campagne militaire débutée en août 2017, il ne reste plus rien. Même les arbres ont été abattus. «*Nous survolons davantage de villages détruits au bulldozer... tant de vies à reconstruire*», a tweeté l'ambassadeur de l'Union européenne en Birmanie, Kristian Schmidt, des photos prises depuis un hélicoptère lors d'un voyage organisé par les autorités birmanes. L'armée birmane est accusée par l'ONU d'un nettoyage ethnique dans l'ouest du pays, d'où près de 700 000 musulmans Rohingyas ont fui vers le Bangladesh voisin depuis août. «*Les Rohingyas sont sous le choc de voir que leurs villages ont été rasés*», a commenté Chris Lewa, du projet Arakan, ONG qui recense les mouvements migratoires des Rohingyas. «*Ils ont la sensation que l'on est en train de faire disparaître les dernières traces de leur présence dans cette région. Ce sont les terres de leurs ancêtres et il n'en reste plus rien*», explique-t-elle. «*Après la saison des pluies, il sera impossible de reconnaître l'endroit où l'on vivait puisque tout a été rasé*», a témoigné un réfugié auprès de l'association. D'après elle, certaines mosquées ont aussi été rasées, comme dans le village de Myo Thu Gyi. Le ministre birman Win Myat Aye, cité par l'AFP, a expliqué jeudi que tout cela «*faisait partie du plan pour le rapatriement*». «*Nous mettons en place de nouveaux plans de villages avant le retour du réfugiés*», a-t-il assuré. La situation est critique en Etat Rakhine car la Birmanie et le Bangladesh n'ont pas pu tenir les délais pour assurer le retour de centaines de milliers de réfugiés Rohingyas en Birmanie. Les premiers rapatriements étaient

prévus le 23 janvier, en vertu d'un accord signé par les deux pays, considéré avec circonspection par les experts et les ONG. Ceux-ci estiment que les conditions ne sont pas réunies pour une résolution des tensions dans l'Etat Rakhine et demandent que les rapatriements s'effectuent uniquement sur la base du volontariat. Le Bangladesh a annoncé hier avoir signé un accord avec le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR) pour le faire participer à ce programme de retours, afin de ne pas être accusé de renvoyer contre leur gré des Rohingyas. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères bangladais, Shahrir Alam, a appelé à la patience, disant que Dacca ne voulait pas renvoyer des réfugiés si c'était pour les voir revenir – comme ce fut le cas pour plusieurs programmes de retours dans le passé. Le Bangladesh «*veut s'assurer que la situation en Birmanie est sûre et sans danger*», a-t-il déclaré. L'armée birmane a reconnu que des soldats et des villageois bouddhistes avaient tué de sang-froid des captifs rohingyas, un premier aveu public de violation des droits de l'Homme après des mois de dénégations, qui reste cependant limité. L'accès libre à la zone reste interdit aux journalistes, rendant très difficiles les vérifications des accusations de meurtres, viols et tortures.

Ouali Y.

Météo

Des pluies orageuses sur les régions côtières du Centre et de l'Est

DES AVERSES de pluie, parfois orageuses, affecteront les régions côtières et proches côtières du Centre et de l'Est du pays à partir de lundi soir, indique l'Office national de météorologie dans un bulletin spécial (BMS). Les pluies toucheront dans un premier temps le nord de la wilaya de Chlef et les wilayas de Tipaza, Alger et Blida où les cumuls devraient atteindre 25 mm durant la validité du BMS qui s'étale du lundi à 18h00 au mardi à 03h00. Ces averses devront, par la suite, toucher les wilayas de Boumerdès, Tizi-Ouzou, Béjaïa et Jijel avec des cumuls estimés à 30 mm du lundi à 21h00 au mardi à 06h00, précise la même source, ajoutant que des rafales de vent sous orages sont également prévues.

Reprise des cours Benghabrit sanctionne les enseignants grévistes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi-Ouzou

Des postulants au logement social manifestent à Oued Aissi

■ Des demandeurs de logements sociaux de la commune de Tizi-Ouzou ont manifesté hier à Tizi-Ouzou, obstruant la RN 12, à hauteur de Oued Aissi (sortie-est du chef-lieu de wilaya), a-t-on appris des concernés.

Par Slim O.

Les manifestants qui ne pouvaient pas justifier de leur résidence, n'ayant ni quittances d'électricité ou d'eau ou autre document, pour postuler à un logement social, ont recouru à cette action de protestation afin de «*demander aux autorités compétentes de trouver une solution à leur problème*». Plusieurs automobilistes se sont retrouvés bloqués sur cet axe autoroutier important qui relie Tizi-Ouzou à Béjaïa et dessert plusieurs communes de la partie nord-est de la wilaya, empêchant des travailleurs, des étu-

dants, des malades et autres citoyens de vaquer à leurs occupations. Les autorités locales se sont rapprochées des protestataires qui ont été invités à déléguer leurs représentants pour une réunion à la wilaya, afin de trouver une solution à leur reven-

dication, ce qui a permis de dégager la route et de rétablir la circulation, environ une heure après sa perturbation, a indiqué à l'APS le chef de daïra de Tizi-Ouzou, Mahfoudh Ghezaili.

S. O./APS

Vol à l'arraché à Béjaïa

Arrestation d'un criminel auteur de plus de 10 méfaits

«**LES ÉLÉMENTS** de la 5^e sûreté urbaine de Béjaïa ont mis fin aux agissements d'un voleur à l'arraché avant-hier», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. «*Il s'agit d'un individu répondant aux initiales M.A. âgé de 19 ans*», ajoute notre source. Ce dernier a pris pour cible plus d'une dizaine de femmes avant de se faire «*choper*» par la police. Il a été arrêté suite à une enquête diligente par la police après des dépôts de plaintes de plusieurs femmes victimes de vols à l'arraché de leurs chaînes en or. Il bousculait les femmes avant d'arracher leurs chaînes et disparaître en moto, tel était son mode opératoire. Les policiers ont réussi à l'arrêter après une

opération de recherche et une surveillance qui a demandé plusieurs rondes dans la ville. Il a été pris en flagrant délit de tentative de vol à l'arraché d'une nouvelle victime. Il a été identifié par l'une des victimes. Les investigations menées par les policiers ont permis de remonter à son complice qui revendait les objets volés et chez lequel, d'ailleurs, des chaînes en or ont été saisies par les enquêteurs. Un dossier pénal a été établi à son encontre pour «*vol à l'arraché sur la voie publique, utilisation de moto, recel d'objets volés*». Il a été présenté devant le parquet de Béjaïa qui l'a cité à comparaître et placé sous mandat de dépôt, ajoute la même source.

H. C.